

Groupe CRI
Communiste
Révolutionnaire
Internationaliste
<http://groupecri.free.fr>
Tél. : 06 64 91 49 63

Paris, le 21 décembre 2007

aux militants des JCR (lettre non publique)

Camarades,

Comme la LCR, vous affirmez vouloir participer à la création d'un nouveau parti anti-capitaliste (NPA) avec tous les « anti-capitalistes et révolutionnaires ». Vous savez que nous avons répondu favorablement, dès juillet, à l'appel lancé par la direction de la LCR pour l'ouverture de discussions en vue d'un tel parti. Et, pour commencer à y contribuer, nous avons notamment rédigé une lettre publique, que vous avez eue, sur la base des thèses adoptées par sa direction nationale des 20-21 octobre, soumises aux militants de la LCR comme des JCR pour le prochain congrès de la LCR en janvier.

Comme nous l'écrivions dans cette dernière lettre publique (datée du 18 novembre), l'absence de réponse de la direction de la LCR à nos courriers — qui persiste à ce jour — nous laisse perplexes si nous nous plaçons du point de vue de sa démarche affichée d'ouverture, de discussion large et de rassemblement. Mais votre propre attitude, en tant qu'organisation autonome de jeunes participant à la discussion sur le NPA, nous surprend aussi. Certes, nous avons des désaccords notoires sur un certain nombre de questions (nous allons y revenir). Cependant, une discussion saine sur le NPA n'est possible que si elle s'ouvre réellement à tous ceux qui veulent y participer et si elle ne craint pas d'aborder clairement les points de divergences éventuels, sous peine de ne s'unir au final qu'avec soi-même. Or, de ce point de vue, non seulement nous constatons que les réunions que vous organisez ici ou là sur la question du NPA sont annoncées de manière pour le moins discrète, en tout cas sans permettre aux masses de s'en saisir, comme si vous redoutiez de ne pas tout maîtriser ; mais surtout, nous craignons que votre attitude de vendredi 14 et samedi 15 décembre relève plus d'une logique d'appareil, voire du sectarisme, que d'une véritable volonté de discuter aussi largement que vous le prétendez :

1) Vendredi 14, alors que vous aviez annoncé publiquement une réunion à l'Université de Tolbiac à 14h, vous avez commencé par en reporter le début d'une heure en espérant la venue d'étudiants qui participaient au même moment à une discussion sur la LRU. Mais surtout, au moment où il était temps de commencer, alors que de nombreux étudiants avaient attendu plus d'une heure pour participer à cette réunion, vous avez décidé de l'annuler purement et simplement et de vous réunir entre vous, militants des JCR, dans la salle réservée ! Vous avez prétendu oralement que votre décision se justifiait par la présence assez massive d'« autonomes » suspectés de vouloir « pourrir » votre réunion. En réalité, les étudiants présents devant la porte n'étaient pas tous des « autonomes » (que nous combattons nous aussi politiquement), mais étaient tous connus comme des grévistes de Tolbiac ; or un certain nombre souhaitait réellement discuter avec vous, ou en tout cas vous entendre justifier votre décision de lever les piquets de grève bloquants début décembre dans un certain nombre d'universités et votre orientation à l'égard de la direction de l'UNEF. Certes, les « autonomes » avaient décidé de polémiquer, mais nous ne pensons pas que cela puisse justifier l'annulation pure et simple de votre réunion avant même qu'elle ait commencé — d'autant que vous disposiez de toute façon d'un service d'ordre qui vous permettait de gérer la situation en cas de réels dérapages. Plus fondamentalement, il nous semble problématique que, à la fin d'un mouvement

étudiant puissant et dans une faculté particulièrement mobilisée, une organisation comme la vôtre, qui se réclame de la révolution et affirme vouloir rassembler tous ceux qui luttent contre le capitalisme, se retrouve dans l'incapacité de tenir une réunion publique sur le mouvement et sur le NPA avec des grévistes. Au-delà de la question des « autonomes », cela ne pose-t-il pas d'abord et avant tout le problème de votre orientation dans ce mouvement ?

2) Samedi 15, vous organisiez une réunion nationale pour discuter du NPA. Il ne s'agissait pas d'une réunion interne, puisqu'elle était annoncée et présentée comme « ouverte à tous » dans *Red*, sur votre site et par vos militants, et qu'y participaient notamment la LCR, la Fraction de LO, la GR, des militants cheminots, etc. Or, contre toute attente, deux militants du service d'ordre d'abord, votre dirigeant G. ensuite, ont interdit l'accès à cette réunion à deux militants du Groupe CRI, L. et S., arrivés successivement. Ces responsables ont affirmé qu'il s'agissait d'une réunion de jeunes et prétendu que les deux militants du CRI en question, certes trentenaires, n'étaient plus jeunes... G. a tenu à préciser immédiatement qu'il ne s'agissait surtout pas d'une mesure contre le Groupe CRI... Pourtant, l'argument invoqué ne semble pas très probant :

- Les deux camarades du Groupe CRI sont encore étudiants (certes en doctorat) et ont participé notoirement à la mobilisation contre la LRU : leur présence à cette réunion, dont le premier point de l'ordre du jour était le bilan du mouvement, était tout à fait naturelle ;
- Non seulement les deux militants du service d'ordre qui ont les premiers interdit l'accès à L. sont quant à eux... des quinquagénaires et leur pression insistante a clairement pesé sur la décision de G., visiblement hésitant dans un premier temps ; mais surtout, dans la réunion elle-même, voire dans l'impulsion de la discussion, sont intervenus plusieurs militants qui n'étaient absolument pas jeunes, comme le militant cheminot, Pierre-François Grond, un des deux représentants de la Fraction de LO, pour ne pas parler de Daniel Bensaïd. Il ne s'agissait donc nullement d'une réunion faite uniquement par des « jeunes »...
- La camarade qui assurait l'inscription des arrivants a commencé à inscrire le camarade S. sans déceler dans son visage de quelconques signes de vieillesse susceptibles de la faire hésiter ; elle s'est interrogée seulement lorsque, à la question de savoir s'il était membre d'une organisation, il a répondu qu'il était au CRI ; c'est seulement à ce moment-là qu'elle a jugé indispensable d'appeler G. et que celui-ci a découvert d'imperceptibles rides sur le visage de S...

Certes, un autre camarade du CRI a été quant à lui admis à la réunion, mais d'une part il est clair qu'un militant CRI seul parmi 120 personnes posait d'autant moins de problèmes qu'il vous était aisé de le marginaliser pour mieux défendre votre ligne (procédé rhétorique éculé) ; d'autre part, étant arrivé avant le début de la réunion et en compagnie de plusieurs autres étudiants, il était de toute façon plus délicat de l'empêcher d'entrer, car cela aurait nécessairement suscité l'incompréhension des participants (en revanche, L. et S. étant arrivés l'un et l'autre après le début de la réunion, seuls quelques responsables ont assisté à leur refoulement, d'autant plus que les deux camarades CRI ont préféré ne pas faire de scandale et ont demandé ensuite par téléphone au camarade présent dans la salle de ne pas intervenir sur ce point pour éviter tout dérapage de la réunion).

Bref, nous ne croyons pas du tout à la valeur de la raison que vous avez invoquée pour interdire d'entrer les camarades L. et S. et nous constatons que, en tout état de cause, cela a de fait comme résultat que l'intégration du Groupe CRI dans la discussion sur le NPA est une fois de plus empêchée, contrairement à celle, par exemple, de la Fraction de LO ou de la GR. De là à considérer que vous n'acceptez de discuter qu'avec les groupes qui ne vous critiquent guère et vous permettent ainsi de présenter un visage « ouvert » à peu de frais, il y a un pas que nous espérons sincèrement n'avoir pas à franchir : c'est pourquoi nous vous proposons (comme nous le faisons à l'égard de la LCR) de vous rencontrer dès que possible pour mettre au clair les questions qui semblent vous poser problème et voir à partir de là s'il est possible d'engager enfin une véritable discussion sur le NPA

et sur d'autres questions importantes de l'actualité. En particulier, nous aurions souhaité et nous persistons à espérer une discussion sur les points suivants, qui nous semblent susceptibles d'intéresser tous ceux qui veulent participer à la construction du NPA :

- a) **Bilan de la phase de préparation de la résistance à Sarkozy (mai-septembre 2007).** Nous souhaiterions comprendre votre renoncement à poursuivre les manifestations contre Sarkozy en mai-juin derniers et votre refus de préparer la résistance sociale contre sa politique dans un cadre unitaire pendant l'été. En effet, nous estimons que le devoir d'une organisation anticapitaliste et révolutionnaire est de savoir prendre en toutes circonstances des initiatives pour regrouper les travailleurs et les jeunes, sans attendre les phases de mobilisation. En l'occurrence, de précieux mois ont été perdus, durant lesquels il était possible d'armer politiquement une « avant-garde » plus large que les organisations de lutte existantes, notamment dans la jeunesse. C'est ce que nous avons essayé de faire pour notre part pendant tout l'été, quoique à une échelle inévitablement modeste, avec le Forum de la résistance sociale, auquel vous n'avez jamais souhaité vous associer en tant qu'organisation, sans pour autant proposer une initiative unitaire alternative. Pourtant, du propre point de vue de la LCR et des JCR, rien n'aurait été plus utile qu'une telle initiative pour lancer la discussion sur NPA en le présentant d'emblée comme un instrument concret de préparation politique des luttes.
- b) **Bilan du mouvement étudiant de l'automne.** Nous souhaiterions discuter notamment de votre refus de combattre chez les étudiants pour une orientation interprofessionnelle, sous prétexte de procéder par étapes en commençant par la seule loi LRU. Or, d'une part, des mobilisations avaient lieu au même moment chez les salariés des régimes spéciaux et les fonctionnaires et, d'autre part, la force politique du gouvernement Sarkozy vouait à un échec certain un mouvement étudiant isolé (c'est toute la différence avec le mouvement du printemps 2006 contre le CPE et la LEC) ; il était donc vital de faire de la jonction interprofessionnelle une ligne politique structurante du mouvement, comme nous avons essayé de le faire pour notre part. — De plus, nous désapprouvons votre refus de dénoncer de manière claire et systématique, dès le début du mouvement et à chacune de ses étapes, les directions syndicales (celle de l'UNEF favorable à la loi et tentant de récupérer le mouvement, celles des syndicats d'enseignants-chercheurs et de personnels refusant d'appeler à la grève, celles des fédérations et confédérations laissant isolés les cheminots, puis les étudiants). À notre avis, les travailleurs et les jeunes qui se mobilisent ont besoin de clarté politique et aucune prétendue considération tactique ne peut l'emporter sur la nécessité de mettre en évidence les obstacles réels auxquels se heurte leur mouvement auto-organisé (incluant naturellement les organisations de lutte). — Enfin, nous désapprouvons votre décision de lever les piquets de grève dans certaines universités peu de jours après l'appel de l'UNEF à reprendre les cours. Même si, dans d'autres universités, vous avez accepté le maintien des piquets, vous avez contribué objectivement à affaiblir la grève en acceptant l'argument soi-disant démocratique, en fait purement formel, selon lequel les bloqueurs étaient très minoritaires et qu'il fallait faire revenir les étudiants pour discuter de la LRU. À notre avis, tout au contraire, seul le maintien d'une grève dure sur la majorité des universités, comme c'était le cas fin novembre et comme cela aurait pu continuer si toutes les organisations étudiantes de lutte s'étaient battues en ce sens, était susceptible d'exercer une pression suffisante sur les directions syndicales des personnels pour qu'elles appellent à la grève, isolant ainsi les présidents d'université. Cela aurait permis la montée en puissance du mouvement lycéen (interrompue avant tout par le reflux de la grève étudiante), exercé une pression sur les fédérations de l'Éducation et évité le déluge de répression qui s'est finalement abattue sur les derniers étudiants grévistes.
- c) **Question du syndicalisme étudiant.** Nous sommes en désaccord avec votre caractérisation de l'UNEF comme étant encore un véritable syndicat étudiant. Non seulement, en effet, sa

direction pratique depuis bien longtemps une politique de collaboration avec les gouvernements et les présidences d'université, mais en outre ce n'est plus une organisation de masse qui permettrait aux révolutionnaires d'espérer y gagner des milliers d'étudiants : c'est avant tout un appareil dont la *majorité* est composée d'apprentis-bureaucrates du PS. Cette année, il y avait d'autant moins d'ambiguïtés que l'UNEF avait approuvé dès le début la loi Pécresse et que, pour la première fois, ce sont les organisations étudiantes de lutte (SUD, FSE, TUUD...) qui ont su lancer toutes seules le mouvement. Dès lors, la majorité des étudiants mobilisés n'avait guère d'illusions à l'égard de l'UNEF là où il y avait des organisations de lutte, et ceux qui en avaient les auraient vite perdues si toutes les organisations de lutte avaient dénoncé l'UNEF de manière systématique, à partir du moment où sa direction et la majorité de ses sections refusaient d'exiger l'abrogation de la loi LRU. Or vous avez au contraire, comme le reste de la TUUD et, dans une moindre mesure, SUD-Étudiant, tout fait pour présenter l'UNEF comme une composante légitime du mouvement et, quand elle a appelé à y mettre fin, vous n'avez pas clairement dénoncé cette opération, flanchant au contraire sous la pression en appelant dans plusieurs endroits à la levée des piquets bloquants. Enfin, de manière symptomatique, l'un de vos derniers actes pendant ce mouvement a été de ne pas voter contre la candidature du nouveau président de l'UNEF, anti-gréviste notoire et suppôt de la loi Pécresse ! — Pour notre part, nous considérons au contraire qu'il y a depuis plusieurs années, et plus encore à l'issue de ce mouvement, une occasion historique de rompre totalement avec la coquille presque vide de l'UNEF et par là même avec toutes les manœuvres chronophages que suppose un travail de tendance à l'intérieur. Il est indispensable d'ouvrir la discussion la plus large pour la reconstruction d'un véritable syndicalisme étudiant de lutte et de masse, dépassant l'actuelle dispersion des organisations de lutte. C'est pourquoi nous soutenons l'idée de construire avec tous les étudiants qui se sont mobilisés cet automne, à commencer par les militants de lutte, une nouvelle organisation qui intègre et dépasse à la fois SUD-Étudiant, la FSE, la TUUD, la CNT, etc. Cela marginaliserait la majorité de l'UNEF et surtout permettrait de créer enfin un véritable instrument de lutte pour les étudiants et leurs prochains combats.

- d) **Question de l'organisation politique autonome de la jeunesse.** Quels que soient nos divergences avec l'actuelle organisation JCR, nous sommes en désaccord avec la ligne de la direction de la LCR, malheureusement soutenue désormais par la direction des JCR, de dissoudre cette organisation en tant qu'organisation autonome. À notre avis, l'autonomie de l'organisation de jeunesse est un principe, non une question tactique, car les jeunes doivent pouvoir à la fois se former progressivement (alors que le parti « adulte » intègre normalement des militants déjà formés) et lutter sans attendre, en faisant leur propre expérience, notamment sans subir le poids inévitable de l'autorité des plus âgés : nous nous en sommes déjà expliqués sur ce point dans notre lettre publique à la LCR du 18 novembre. Mais nous voulons y insister ici car l'argument principal justifiant la dissolution des JCR, présentée comme tactiquement indispensable au lancement du NPA, ne nous semble absolument pas valable. D'abord, si le NPA n'est pas capable de se construire sans l'intégration de toutes les JCR, autant dire qu'il est voué à l'échec : ce n'est pas une centaine de militants en plus ou en moins qui changera fondamentalement les choses ! De plus, la dissolution des JCR dans le NPA signifierait que les jeunes qui voudraient combattre le capitalisme, mais sans se reconnaître dans le programme du NPA, ou qui souhaiteraient se former avant de se prononcer sur celui-ci, ne pourraient pas militer ici et maintenant avec les jeunes favorables au NPA. Enfin, les « garanties » promises par la direction de la LCR, et reprises à son compte par celle des JCR, selon lesquelles les jeunes continueraient à se réunir entre eux, à élaborer leurs propres décisions, etc., sont parfaitement illusoire : les questions d'organisation sont des questions politiques et, comme le disait Trotsky, il y a une stricte identité entre le programme du parti et le parti lui-même ; dès lors, si les jeunes n'ont plus leur propre organisation indépendante, ils seront nécessairement, quelles que soient les prétendues « garanties » formelles, voire statutaires, sous la tutelle politique des plus âgés

(avec même des risques accrus de scission en cas de conflits). À notre avis, au contraire, il serait crucial de construire une organisation de jeunes révolutionnaires qui soit indépendante du NPA (sachant que la double appartenance serait toujours possible et sans doute fréquente), qui s'ouvre largement à tous les jeunes révoltés et rassemble en son sein différents courants politiques anti-capitalistes et révolutionnaires dont chacun pourrait se réclamer ou non.

- e) Enfin, si nous avons pu participer plus nombreux à votre réunion du 15 décembre, nous aurions voulu intervenir aussi sur d'autres points que ceux auxquels l'unique camarade CRI présent a dû se limiter, notamment sur l'articulation entre les principes révolutionnaires généraux rappelés par Daniel Bensaïd et leur mise en œuvre concrète :
- Par exemple, nous aurions voulu revenir sur le **bilan de la campagne d'Olivier Besancenot**, centrée avant tout sur la perspective réformiste de la « redistribution des richesses », alors que, selon nous, une campagne anti-capitaliste et révolutionnaire devrait s'articuler fondamentalement sur l'objectif d'un gouvernement des travailleurs, seul capable de prendre les mesures politiques nécessaires à la satisfaction des revendications du « programme d'urgence » ;
 - Dans le même ordre d'idées, nous aurions aimé discuter la **question des élections municipales**, car nous ne sommes pas d'accord avec la conception défendue par la LCR de « listes anticapitalistes » si larges... qu'elles s'ouvrent à des réformistes purs et simples, voire aux troupes d'un Mélenchon, sénateur du PS et ancien ministre de Chirac-Jospin ;
 - De plus, nous aurions voulu intervenir sur la question très grave de la **participation de courants de la « Quatrième internationale » (Secrétariat Unifié) dont la LCR est la section française à des gouvernements ou à des coalitions parlementaires de la bourgeoisie**, comme au Brésil ou en Italie ;
 - De même, nous aurions voulu critiquer la position de la LCR, défendue par Daniel Bensaïd, en faveur de l'**appel à voter « oui » au récent référendum de Chavez sur la réforme constitutionnelle**, alors qu'il s'agissait avant tout, pour le président vénézuélien, de renforcer un pouvoir bonapartiste dont il ne se sert nullement pour exproprier les capitalistes et les propriétaires fonciers vénézuéliens, mais qu'il n'hésite pas à utiliser contre les ouvriers occupant leurs usines ou contre les syndicalistes défendant l'indépendance de la confédération UNT à l'égard de l'État.

Sur ces différentes questions discutées ou évoquées lors de votre réunion du 15 décembre, comme sur bien d'autres, nous renvoyons à notre lettre ouverte à la LCR et à nos articles dans *Le CRI des travailleurs* (cf. note site <http://groupecri.free.fr>), mais nous répétons qu'il ne nous semble pas excessif, mais au contraire naturel, de vouloir discuter largement entre anticapitalistes et révolutionnaires au moment où l'on prétend rassembler ceux-ci dans un nouveau parti « large » et « ouvert ».

En espérant votre réponse favorable,
avec nos salutations révolutionnaires,
les militants étudiants du Groupe CRI